

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

Marché de services

Prestations d'atelier mécanique et de câblage électrique

N° 251000230

PROCEDURE :

Appel d'offres ouvert conformément aux articles R.2124-1 et R.2124-2 du Code de la commande publique

POUVOIR ADJUDICATEUR :

IFREMER

**Zone industrielle de la Pointe du Diable
1625 route de Sainte Anne
29280 Plouzané**

CCAG APPLICABLE : FCS (cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services - Arrêté du 30 mars 2021)

Table des matières

1. Objet du marché – Dispositions générales	5
1.1. Objet du marché	5
1.2. Décomposition du marché	5
1.3. Cotraitance	5
1.4. Sous-traitance	5
1.5. Ordres de service	5
2. PIECES CONTRACTUELLES	6
3. CONNAISSANCE DES ELEMENTS AFFERENTS A L'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
4. DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION	7
5. PRESTATIONS DE L'ACCORD-CADRE ET PRINCIPE DES UNITÉS D'ŒUVRE.....	7
5.1. Le principe de fonctionnement des unités d'œuvres.....	7
5.1.1. Définition générique d'une unité d'œuvre	7
5.1.2. Définition du coefficient de complexité	8
5.1.3. Outil de gestion du marché	8
6. EXECUTION DES PRESTATIONS	9
6.1. Bons de commande	9
6.2. Passation des bons de commande - Généralités	9
6.3. Contenu des bons de commande.....	9
6.4. Passation des bons de commande	9
7. SUIVI DU MARCHE	10
7.1. Représentant du titulaire	10
7.2. Représentant de l'Ifremer	10
7.3. Réunions périodiques par lot	11
8. PRIX DU MARCHE	11
8.1. Type de prix	11
8.2. Contenu des prix	11
8.3. Date d'établissement des prix	11
8.4. Variation dans les prix	12
8.4.1. Formule de révision.....	12
8.4.2. Modalités de mise en œuvre de la révision	12
8.4.3. Clause butoir	12

9. MODALITES RELATIVES AUX REGLEMENTS.....	13
9.1. Avance	13
9.2. Acompte	13
9.3. Facturation	14
9.4. Délai global de paiement	14
9.5. Présentation des bons de commande	14
9.6. Présentation des demandes de paiement	14
10.DELAIS ET LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS	15
11.PENALITES	15
12.GARANTIE	15
13.VÉRIFICATIONS ET DÉCISIONS APRÈS VÉRIFICATION	16
13.1. Opérations de vérification quantitative et qualitative	16
13.2. Décision après vérification	16
14.RÉVERSIBILITÉ	16
15.PREVENTION DES RISQUES DE CONFLITS D'INTERETS ET DE CORRUPTION.....	16
16.CLAUSE DE REEXAMEN – MODIFICATION DE L'ACCORD-CADRE	17
16.1. Modification à caractère technique en cours d'exécution du marché	17
16.2. Modification du plafond de la clause butoir	17
17.CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	18
18.MODIFICATIONS EN COURS DE MARCHÉ	18
18.1. Modification par avenant limitée à 10% du montant du marché initial.....	18
18.2. Modification par avenant limitée à 50% du montant du marché initial.....	18
18.3. Le marché complémentaire.....	18
18.4. L'avenant de transfert	19
19.RISQUE SANITAIRE EN CAS DE PANDEMIE	19
20.RESILIATION	20
21.EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES	20
22.REGLEMENT DES DIFFERENDS	20
23.ASSURANCES ET DIVERSES ATTESTATIONS.....	20
24.DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	21



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



1. Objet du marché – Dispositions générales

1.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation des prestations d'atelier mécanique et de câblage électrique.

Le détail des prestations et de l'environnement technique est défini au cahier des clauses techniques particulières.

1.2. Décomposition du marché

Le présent accord-cadre est alloté comme suit :

Lots	Désignation
Lot 1	Prestations d'atelier mécanique
Lot 2	Prestations de câblage électrique

1.3. Cotraitance

Les opérateurs économiques peuvent constituer l'un ou l'autre des groupements définis à l'article R2142-20 du Code de la commande publique.

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera obligatoirement solidaire.

Quel que soit la forme du groupement, l'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, et coordonne les prestations des membres du groupement.

1.4. Sous-traitance

Le titulaire du marché peut recourir à la sous-traitance dans les conditions définies aux articles L2193-2 et R2193-1 et suivants du Code de la commande publique.

Le titulaire du marché est habilité à sous-traiter une partie de ses prestations, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600.00 € T.T.C. L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le Représentant du pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondant est possible en cours de marché.

En cas de sous-traitance occulte le titulaire s'expose à la résiliation du marché à ses frais et risques.

1.5. Ordres de service

Les ordres de service sont notifiés au titulaire par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire veut émettre des observations à l'ordre de service qui lui a été notifié, il doit les notifier au signataire de l'ordre de service dans un délai de 10 jours calendaires à compter de la date de réception de l'ordre de service sous peine de forclusion.

2. PIECES CONTRACTUELLES

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- l'acte d'engagement et ses éventuelles annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (CCAG/FCS)
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- le mémoire technique du titulaire ;

Le CCAG/FCS est une pièce générale qui, bien que non jointe, est une pièce constitutive du marché, et est réputée connue du titulaire du marché. Elle est disponible en ligne à l'adresse suivante : <https://www.legifrance.gouv.fr/>

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG/FCS, la notification du marché comprend la seule copie de l'acte d'engagement. L'exemplaire de chacune des pièces du marché, conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur, fait seul foi.

Le titulaire du marché est réputé connaître l'ensemble des pièces contractuelles ci-dessus énumérées et accepte l'ensemble de leurs clauses et conditions, y compris en ce qu'elles auraient de contraire à ses conditions personnelles de ventes.

3. CONNAISSANCE DES ELEMENTS AFFERENTS A L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le titulaire du marché est réputé, avant la signature du marché, avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des prestations et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités ;

Le titulaire du marché reconnaît avoir pris connaissance de la totalité des pièces constitutives du marché et ne rien ignorer de l'ensemble des prestations à réaliser. Toute erreur, omission, imprécision ou contradiction dans les pièces du marché doit être signalée avant la remise de l'offre et en tout état de cause au plus tard avant la signature du marché. De même, le titulaire du marché reconnaît s'être assuré de l'exactitude, de la fiabilité et de l'adéquation aux circonstances des méthodes ou procédés d'exécution prévus au CCTP avant le dépôt de son offre.

En cours d'exécution, le titulaire ne peut se prévaloir d'aucune erreur ou omission figurant dans les pièces du marché pour refuser l'exécution des prestations ou pour remettre en cause les conditions de délai ou de prix.

Le titulaire doit, dans l'exécution des prestations, respecter toute réglementation applicable à ces prestations, alors même que cette réglementation n'est pas visée dans les pièces contractuelles.

4. DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION

Le présent marché est conclu pour une durée de quatre (4) ans à compter de sa date de notification.

5. PRESTATIONS DE L'ACCORD-CADRE ET PRINCIPE DES UNITÉS D'ŒUVRE

5.1. Le principe de fonctionnement des unités d'œuvres

5.1.1. Définition générique d'une unité d'œuvre

Une unité d'œuvre correspond à un processus standardisé concourant à la réalisation d'un service ou d'un produit « formaté ». Toute unité d'œuvre se définit par rapport aux éléments suivants :

- Une opération technique élémentaire (OTE) à réaliser,
- Un livrable ou produit résultant d'un processus de production,
- Un délai standard de réalisation, fixé à 1 jour d'exécution par unité d'œuvre,
- La vérification de la satisfaction des exigences,
- Un prix unitaire « global » correspondant à la réalisation d'une unité du produit.

Les unités d'œuvre se déclinent en plusieurs types d'opérations techniques élémentaires (OTE) définies comme suit :

Code	Nom	Libellé
OTE 1	Travaux de soudure en atelier	Assemblage par soudure de pièces métalliques en acier, inox ou aluminium (procédé de soudage : ARC DC ou AC, TIG). Travaux de meulage, disquage. Travaux de passivation. Contrôle par ressuage
OTE 2	Travaux de brasure en atelier	Brasure argent, brasure oxygène...
OTE 3	Travaux de mécanique/hydraulique en atelier	Assemblage de nouveaux sous-ensembles mécaniques, hydrauliques ou mécatroniques à partir d'un dossier de plans (Ensemble, détail et nomenclature). Maintenance de sous-ensembles mécaniques, hydrauliques ou mécatroniques à partir d'un dossier de plans (Ensemble et nomenclature) et d'une procédure si besoin. Participation aux essais fonctionnels.
OTE 4	Travaux de tuyauterie en atelier	Réalisation de tubulures hydrauliques rigides standards. Réalisation de tubulures hydrauliques rigides haute pression. Réalisation de flexibles hydrauliques. Épreuve hydraulique des tubulures/flexibles réalisés en conformité avec la pression de service.

OTE 5	Câblage électrique	<p>Réalisation/Modification de câblage de coffrets ou d'enceintes étanches : A partir de schémas électriques réaliser/modifier les interconnexions entre divers sous-ensembles intégrés dans un coffret ou une enceinte étanche. Les passages de câbles dans le système intégré sont définis en accord avec la personne en charge du suivi côté Ifremer.</p> <p>Réalisation/Modification de câbles et/ou boîtes de jonctions sous-marines en équipression : A partir de schémas électriques et de plan détails (Définition de longueur, constitution des extrémités, etc...) réaliser/modifier des câbles sous-marins de type équipression.</p> <p>Installation de câbles dans des infrastructures de type engins sous-marins ou containers de travail : Mise en place de câbles à partir de plan de chemins de câbles ou dans certains cas en accord avec la personne en charge du suivi côté Ifremer.</p> <p>Mesures de continuité et d'isolement (Sous une tension maximale de 50V) des réalisations/modifications : Mise à disposition par l'Ifremer du matériel de mesure.</p>
--------------	--------------------	---

Le contenu détaillé des opérations techniques élémentaires (OTE) est défini au CCTP.

5.1.2. Définition du coefficient de complexité

Deux niveaux de complexité sont définis : standard et élevé. Les notions de « standard » et « élevé » varient en fonction d'un coefficient d'expertise (E). A chaque niveau de complexité correspond un coefficient :

Niveau d'expertise	Standard	Elevé
Coefficient E	1	1,5

Le montant du prix unitaire appliqué est calculé comme suit :

Prix unitaire indiqué dans le BPU x Coefficient E

5.1.3. Outil de gestion du marché

L'outil de gestion est le système Gitlab. C'est l'outil Ifremer de suivi des actions, des évolutions, des anomalies des applications des systèmes. Le titulaire aura accès à cet outil et aux fiches qui y seront saisies. En effet, chaque besoin de l'Ifremer est formalisé par une demande d'intervention auprès du titulaire. Cette demande d'intervention est effectuée sous Gitlab et est dénommée « ticket Gitlab ». Ce ticket définit le besoin notamment sous la forme d'une spécification technique et d'unité(s) d'œuvre. La formalisation complète du ticket Gitlab donne ensuite lieu à la notification d'un bon de commande.

6. EXECUTION DES PRESTATIONS

6.1. Bons de commande

Le présent accord-cadre est à bons de commande conformément aux articles L.2125-1 et R.2162-3 du Code de la commande publique et dans le cadre défini à l'article 2 de l'acte d'engagement de chaque lot.

6.2. Passation des bons de commande - Généralités

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de 5 jours calendaires à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Par dérogation à l'article 3.8.3 du CCAG/FCS, si le démarrage du premier bon de commande intervient dans un délai de plus de 6 mois à compter de la notification du marché, le titulaire doit exécuter le bon de commande et les dispositions relatives à la résiliation prévues à cet article ne s'applique pas.

Les bons de commande peuvent être notifiés au titulaire jusqu'au dernier jour de validité du marché tant que le délai d'exécution du bon de commande n'excède pas de plus de 3 mois la date de fin de validité du marché.

6.3. Contenu des bons de commande

Les prestations à bons de commande couvrent l'ensemble des prestations définies au CCTP. Ces prestations sont réalisées à partir des opérations techniques élémentaires (OTE) définies ci-avant. Chaque OTE se voit appliquer un critère de complexité. Chaque OTE se décline en unités d'œuvre (internes ou externe) et est précisée dans le ticket Gitlab.

Un même bon de commande peut regrouper plusieurs OTE en vue de répondre au besoin formulé dans les tickets Gitlab associées.

Ainsi, chaque bon de commande doit définir :

- la ou les opérations techniques élémentaires (OTE) retenues,
- le coefficient de complexité retenu,
- le nombre total d'unité d'œuvre retenus,
- le montant unitaire de l'unité d'œuvre conformément à l'acte d'engagement et à son BPU,
- les documents descriptifs associés en PJ (Ticket Gitlab, etc)
- le montant total du bon de commande

6.4. Passation des bons de commande

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant, commande au fur et à mesure des besoins les unités d'œuvre nécessaire à la réalisation d'une prestation sur la base du prix unitaire d'unité d'œuvre figurant au bordereau de prix unitaire.

Le processus de déclenchement des UO et des bons de commande est le suivant :

- **Étape 1** : Le demandeur soumet au titulaire une demande de prestation accompagnée du descriptif de la prestation (Ticket Gitlab) et notamment de son attendu, y compris en termes de livrable.
- **Étape 2** : sur la base de ce descriptif, le titulaire propose l'OTE nécessaire à la réalisation de la prestation.

Pour chacune de ces OTE, le titulaire soumet au demandeur :

- les quantités d'UO requises,
- le degré de complexité associé,
- le délai global de réalisation.

Le délai de réponse du titulaire doit être de 8 jours ouvrés.

L'émission du bon de commande vaut acceptation du pouvoir adjudicateur.

- **Étape 3** : le pouvoir adjudicateur émet un bon de commande en reprenant l'ensemble des éléments définis à l'article 6.3 ci-avant.
- **Étape 4** : Contrôle à postériori.

Dans la mesure du possible, l'Ifremer s'engage sur un rythme trimestriel de passation des bons de commande. Aucune quantité minimale ou maximale ne peut être imposée par le titulaire. Dans tous les cas, le comité de suivi trimestriel permet d'établir un prévisionnel. Aucun frais supplémentaire ne peut être facturé pour des commandes jugées trop faibles ou trop importantes.

7. SUIVI DU MARCHÉ

7.1. Représentant du titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire désigne un interlocuteur unique pour les besoins de l'exécution du marché. Cet interlocuteur est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au pouvoir adjudicateur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent notamment à l'interlocuteur unique.

Plus généralement le titulaire doit notifier sans délai au pouvoir adjudicateur toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

7.2. Représentant de l'Ifremer

Dès la notification du marché, l'Ifremer désigne le ou les correspondants du marché pour la phase exécution.

7.3. Réunions périodiques par lot

Le suivi des prestations est effectué par un Comité de Pilotage qui sera constitué à minima du chef de projet, du représentant Ifremer et des principaux intervenants dans les projets impliqués. Ce comité de pilotage a lieu une fois par trimestre.

De plus, des réunions de travail se tiendront en présence des chefs de projet. Ces réunions de travail seront hebdomadaires. Elles comporteront systématiquement un point sur l'avancement, le reste à faire des tâches en cours et la charge contractuelle restante.

Des points suivis pourront être réalisés à la demande selon l'activité.

8. PRIX DU MARCHÉ

8.1. Type de prix

Le prix de l'unité d'œuvre (UO) est un prix unique quelle que soit l'UO commandée. Ce prix est unitaire.

8.2. Contenu des prix

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG/FCS, les prix des unités d'œuvre du marché sont notamment réputés comprendre, outre les prestations dont ils sont l'objet :

- Coût de la plateforme technique,
- Les livrables associés à l'OTE,
- Les frais liés à la main d'œuvre,
- Tous les frais annexes,
- Les coûts de coordination,
- les réunions (incluant celles des comités de pilotage & de suivi)
- les déplacements nécessaires à l'exécution des UO,
- la réversibilité définie à l'article 6 du CCTP.

Le prix de l'unité d'œuvre notifié au marché dans le BPU ne doit pas comprendre les paramètres liés au coefficient de complexité.

Par ailleurs, les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

8.3. Date d'établissement des prix

La date d'établissement des prix est le mois de remise des offres.

8.4. Variation dans les prix

8.4.1. Formule de révision

Le prix des prestations à bons de commandes sont fermes la première année d'exécution du marché puis révisibles annuellement à chaque date anniversaire du marché, à la diligence du titulaire, selon la formule suivante :

$$P = P_o (S_y/S_{y_o})$$

Où

P = Prix actualisé

P_o = Prix initial au mois de décembre 2025

S_y = Dernière valeur publiée de l'indice SYNTEC à la date anniversaire de notification du marché (indice publié à « l'Usine Nouvelle » et au « Moniteur des travaux publics »)

S_{y_o} = Valeur de l'indice SYNTEC publié à la date de notification du marché.

La valeur finale des indices repérée « x » est la dernière valeur de l'indice connue au moment de la révision des prix.

La valeur initiale des indices repérés « o » est celle connue au mois de décembre 2025.

8.4.2. Modalités de mise en œuvre de la révision

Le titulaire adresse par courriel (cellule.marche@ifremer.fr) **au minimum 21 jours avant la date de la révision de prix (soit la date anniversaire du marché)**, le détail des prix révisés. Le titulaire fournit les éléments de calcul de la formule de la révision ainsi que les nouveaux tarifs en résultant. L'Ifremer dispose d'un délai de 21 jours à compter de la réception des nouveaux prix pour faire connaître ses observations sur ceux-ci. Les nouveaux prix entrent en vigueur après notification, par ordre de service, du Bordereau de prix unitaire révisé (BPU) au titulaire.

Pour la révision, seront appliqués les derniers indices connus et publiés à la date de révision, soit la date anniversaire du marché. Si à la date de la révision, le dernier indice est provisoire, la révision est calculée de manière définitive sur la base de cette valeur provisoire.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Les prix révisés sont arrondis à deux décimales en application de la règle suivante : si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4, la deuxième décimale est inchangée, si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9, la deuxième décimale est augmentée d'une unité.

Les nouveaux prix s'appliquent aux prestations commandées postérieurement à la notification par ordre de service des prix révisés.

En cas de suppression d'un indice et à défaut de détermination par l'Insee d'un indice de substitution, le pouvoir adjudicateur, avec l'accord du titulaire, déterminera un nouvel indice. La modification est conclue par avenant.

8.4.3. Clause butoir

La révision annuelle ne pourra pas avoir pour effet une augmentation **supérieure de plus de 3% du prix en vigueur d'un article**. Le présent plafond s'apprécie par année de révision et pour chaque fourniture indiquée au Bordereau de prix unitaire (BPU).

9. MODALITES RELATIVES AUX REGLEMENTS

9.1. Avance

Le présent marché prévoit le versement d'une avance dans les conditions fixées aux articles R2191-3 et suivants du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant de chaque bon de commande supérieur à 50 000 € HT.

Cette avance est calculée sur la base du montant de chaque bon de commande diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à ces sous-traitants et donnants lieux à paiement direct.

Si le titulaire en a fait la demande dans l'acte d'engagement, l'avance est versée de droit dans les 30 jours suivants la date de notification de bon de commande.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde.

Il doit en tout état de cause, être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande.

9.2. Acompte

Le titulaire peut prétendre au paiement d'acomptes mensuels à partir de la date de notification du premier bon de commande. Le montant de l'acompte doit correspondre au montant des prestations réellement exécutées. La demande doit spécifier et détailler précisément l'objet, les quantités et montants de chaque prestation.

Si le pouvoir adjudicateur ou son représentant constate que la demande d'acompte ne correspond pas à l'avancement réel des prestations l'acompte est soit réduit soit suspendu jusqu'à la réalisation des prestations correspondant à l'acompte.

Si le versement d'un acompte est lié à la fourniture d'un livrable, l'absence du livrable suspend le versement de l'acompte. Si le livrable n'est pas conforme aux éléments demandés dans les spécifications jointes au bon de commande ou au bon de commande lui-même, le montant de l'acompte peut être réduit voir suspendu par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

Le titulaire peut dans tous les cas regrouper la facturation afférente à plusieurs bons de commandes en spécifiant et détaillant précisément dans la facture, le montant de chaque prestation ayant fait l'objet d'une commande et, s'il y a lieu, celui de l'acompte considéré d'un bon de commande pour le cas des prestations à durée supérieure à trois mois.

De même pour les commandes d'une durée d'exécution supérieure à trois mois, le titulaire pourra présenter, s'il le souhaite, une facture unique après service fait.

Plan d'acomptage :

Le titulaire pourra proposer dans son offre son propre plan d'acomptage. Ce plan sera défini d'un commun accord entre le titulaire et l'Ifremer. Il sera validé au moment de la signature du marché par l'intermédiaire d'une mise au point.

9.3. Facturation

La facturation sera émise au fur et à mesure de l'exécution des prestations. Elle se fera en lien avec la réception et l'acceptation des livrables.

9.4. Délai global de paiement

Les factures sont réglées à 30 jours à compter de la date de réception de la facture par virement au numéro de compte du titulaire. Si le délai de règlement par l'Ifremer d'une facture du titulaire devenue exigible est supérieur à 30 jours, il sera fait application à compter de ce délai d'un taux d'intérêt de retard égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le règlement du titulaire interviendra sur la base des prestations effectivement réalisées. Le règlement sera diminué, le cas échéant, des pénalités prévues à l'article 11 du présent document.

9.5. Présentation des bons de commande

Chaque bon de commande indiquera :

- La raison sociale du titulaire ;
- Le numéro et l'objet du marché ;
- Le numéro SAP ;
- Le numéro et la date du bon de commande ;
- Le lieu de livraison ;
- l'objet de la prestation ;
- le délai d'exécution du bon de commande, soit la date limite de la prestation ;
- la nature, les quantités et les prix des UO ;
- Les documents descriptifs associés en PJ (Ticket Gitlab, etc).

9.6. Présentation des demandes de paiement

Le règlement du titulaire interviendra sur la base des prestations effectivement réalisées. Le règlement sera diminué, le cas échéant, des pénalités prévues à l'article 11 du présent document.

Les factures afférentes au paiement des acomptes, d'un règlement partiel définitif ou du solde sont obligatoirement établies sur la base des prix initiaux du marché. Les prix initiaux sont les prix en vigueur à la notification du marché, hors révision des prix.

Les factures afférentes au paiement des acomptes, d'un règlement partiel définitif ou du solde seront établies en un exemplaire portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

DENOMINATION
Libellé au nom de l'IFREMER
Adresse de facturation
Identification du tiers
N°SIRET
N° TVA intracommunautaire

N°IBAN
N° Facture
N° Commande (SAP)
Objet de commande (nature)
Objet de commande (quantité)
Montant total HT
TVA (montant, taux)
Référence du projet

Les factures doivent être déposées de façon dématérialisée à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

ou

acp.visa.depenses@ifremer.fr (cette adresse est à utiliser pour les fournisseurs étrangers)

NOM : INST FR RECHERCHE POUR L'EXPLOIT MER

SIRET : 330 715 368 00032

Code de service : METROPOLE_DOM

Les factures non conformes seront rejetées et le délai global de paiement mentionné est suspendu.

10. DELAIS ET LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les délais d'intervention sont définis lors de la passation de chaque bon de commande.

Le délai entre la réception du devis du titulaire et le passage du bon de commande sera de huit (8) jours.

Le délai entre la commande et le début de l'intervention sera au maximum de quatre (4) semaines.

Les prestations des lots 1 et 2 seront exécutées dans les locaux de l'Ifremer.

11. PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, tout dépassement du délai d'exécution prévu dans le bon de commande et imputable au titulaire pourra donner lieu à l'application d'une pénalité de 50 €HT par jour calendaire de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 € HT pour l'ensemble du marché.

12. GARANTIE

Outre la garantie légale qui découle de l'application du code civil, la prestation est soumise par défaut à une garantie contractuelle d'une durée minimale de 12 mois à partir de la date de notification de la décision d'admission en application de l'article 33 du CCAG/FCS. Le point de départ du délai de garantie

est la date de notification de la décision de réception. Si le titulaire a présenté dans son offre une garantie plus favorable, celle-ci s'applique en lieu et place de la garantie de 12 mois.

13. VÉRIFICATIONS ET DÉCISIONS APRÈS VÉRIFICATION

13.1. Opérations de vérification quantitative et qualitative

En complément des vérifications quantitatives et qualitatives définies aux articles 29 du CCAG/FCS, l'Ifremer procède au contrôle à postériori de l'évaluation des unités d'œuvre conformément aux dispositions de l'article 6.3 « étape 4 » du présent CCAP.

Sur la base de ces opérations de vérification réalisées pour chaque bon de commande, le pouvoir adjudicateur ou son représentant prononce l'une des décisions définies à l'article 14.2 ci-dessous.

13.2. Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prononce dans les conditions définies à l'article 30 du CCAG/FCS :

- Soit une décision d'admission des prestations,
- Soit une décision d'ajournement des prestations ; cette décision doit être motivée,
- Soit une décision d'admission avec réfaction ; cette décision doit être motivée,
- Soit une décision de rejet partiel ou total des prestations ; cette décision doit être motivée,

14. RÉVERSIBILITÉ

En fin de marché, le titulaire s'engage à la demande de l'Ifremer à assurer la réversibilité des prestations. Pendant le processus de réversibilité, le titulaire s'engage :

- A assurer l'ensemble des prestations jusqu'aux termes du marché,
- A fournir toutes les ressources nécessaires à la mise en œuvre de la prestation de réversibilité,
- A réaliser le transfert de compétences à l'Ifremer ou au tiers que l'Ifremer aura désigné.

15. PREVENTION DES RISQUES DE CONFLITS D'INTERETS ET DE CORRUPTION

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence

- ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

16. CLAUSE DE REEXAMEN – MODIFICATION DE L'ACCORD-CADRE

Les parties envisage de bonne foi la modification du présent contrat.

En toutes hypothèses, les éventuelles modifications ne doivent ni changer la nature globale du contrat, ni modifier substantiellement les caractéristiques techniques de l'offre présentés par le titulaire lors de la mise en concurrence.

Le titulaire ne pourra pas se prévaloir du refus du pouvoir adjudicateur de mettre en œuvre les clauses de réexamen pour formuler une quelconque réclamation financière ou contester les conditions d'exécution du présent contrat.

16.1. Modification à caractère technique en cours d'exécution du marché

Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques, sans autorisation préalable du pouvoir adjudicateur. Il est, cependant, tenu de signaler tout processus incompatible avec une fabrication rationnelle et de faire toutes propositions utiles le cas échéant.

Pendant l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur peut demander au titulaire des modifications à caractère technique.

Le titulaire peut également proposer des modifications à caractère technique.

Lorsque le marché n'a pas prévu de prix pour les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par le pouvoir adjudicateur au titulaire, l'ordre de service fixe provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des prestations supplémentaires ou modificatives.

Ces prix provisoires, permettant une juste rémunération du titulaire, sont arrêtés par le pouvoir adjudicateur après consultation du titulaire. Ils sont utilisés pour le règlement des acomptes jusqu'à la fixation du prix définitif. Le titulaire est réputé avoir accepté les prix provisoires si, dans le délai de trente jours suivant l'ordre de service qui lui a notifié ces prix, il n'a pas présenté d'observation au pouvoir adjudicateur en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose. En cas de désaccord, le pouvoir adjudicateur règle provisoirement les sommes qu'il admet.

Lorsque le pouvoir adjudicateur et le titulaire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet d'un avenant, sauf si les prix sont devenus définitifs.

16.2. Modification du plafond de la clause butoir

En application de l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique relatif à la clause de réexamen, les modifications suivantes sont autorisées :

- La suppression ou modification ponctuelle ou définitive du plafond fixé par la clause butoir

Le réexamen est déclenché par la survenance d'un événement imprévu au sens de l'article R. 2194-5 du Code de la commande publique. Le titulaire signale à l'acheteur, par tout moyen permettant de

déterminer avec précision une date de réception, les difficultés financières justifiant la modification visée au premier alinéa. Le produira tous les justificatifs nécessaires à sa demande.

La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision de l'Ifremer mais est initié par le seul titulaire.

Les modifications sont autorisées d'un commun accord entre les parties et conclu par avenant.

17. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le titulaire s'engage à mettre en œuvre des pratiques respectueuses de l'environnement, conformément aux objectifs de développement durable poursuivis par le pouvoir adjudicateur.

Les opérations de soudure et de câblage devront être réalisées de manière à limiter les émissions de fumées, de poussières et de bruit.

L'utilisation d'équipements récents, bien entretenus et conformes aux normes environnementales (notamment en matière d'émission sonore et de consommation énergétique) est exigée.

Les produits utilisés (dégraissants, flux de soudure, isolants, lubrifiants, etc.) devront, autant que possible, être faiblement émissifs en COV et sans substances dangereuses.

Toute source d'énergie utilisée sur le chantier (groupe électrogène, poste à souder, etc.) devra être rationalisée pour éviter les consommations superflues.

Le titulaire devra informer et sensibiliser son personnel intervenant sur site aux bonnes pratiques environnementales (tri des déchets, prévention des pollutions accidentelles, économies d'énergie).

Les réunions périodiques nécessaires pour chaque lot pourront se faire par visioconférence lorsque la situation le permettra.

18. MODIFICATIONS EN COURS DE MARCHE

18.1.Modification par avenant limitée à 10% du montant du marché initial

Le marché peut être modifié par avenant dans la limite de 10 % du montant du marché initial quel que soit la nature des modifications et à condition que le montant de la modification soit inférieur aux seuils européens. Le calcul des modifications tient alors compte de la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

18.2.Modification par avenant limitée à 50% du montant du marché initial

Le marché peut être modifié par avenant dans la limite de 50 % du montant du marché initial lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait prévoir.

18.3.Le marché complémentaire

En application de l'article R2122-7 du Code de la commande publique, des contrats négociés sans publicité ni mise en concurrence pourront être passés ultérieurement pour la réalisation de prestations

similaires. Sont considérées comme prestations similaires toutes prestations qui se rapportent directement à l'objet du marché. La durée de ces contrats ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du contrat public initial.

18.4.L'avenant de transfert

Le marché initial peut être modifié par avenant de transfert, quand le titulaire initial est remplacé par un nouveau titulaire suite à une opération de restructuration du titulaire initial.

19. RISQUE SANITAIRE EN CAS DE PANDEMIE

En cas de pandémie, notamment celle de la COVID-19, si le titulaire est empêché d'exécuter les prestations du Marché ou les bons de commande, le cas de force majeure peut être invoqué par le titulaire. Il doit alors démontrer le caractère extérieur et irrésistible et imprévisible de l'évènement, et que celui-ci l'empêche de réaliser les prestations auxquelles il est tenu.

L'impossibilité d'exécuter le Marché ou les bons de commande pour les raisons évoquées ci-dessus exonère automatiquement le titulaire de l'application des pénalités contractuelles et sa responsabilité contractuelle ne peut se voir engagée pour ce motif pour la durée pendant laquelle le titulaire a été empêché de réaliser les prestations.

Le titulaire ainsi empêché d'exécuter le Marché ou les bons de commande doit proposer au Pouvoir Adjudicateur un plan de continuité des activités (PCA). Ce PCA doit être élaboré conjointement avec le Pouvoir Adjudicateur.

Ce plan de continuité doit détailler, notamment, les points suivants :

- Les principales actions (le contexte, les différentes phases d'alerte et la réponse que le prestataire apporte aux différentes phases d'alerte),
- Le dispositif et l'organisation mis en place,
- Un nouveau planning prévisionnel.

La mise en place de ce plan de continuité pourra impliquer la mise en œuvre d'un bon de commande de prestations ponctuelles complémentaires de « prestation spécifique pandémie ».

En cas d'urgence impérieuse, le Pouvoir Adjudicateur peut passer un marché de substitution pour palier la défaillance du titulaire. Le marché du titulaire est alors suspendu par ordre de service, le temps de faire procéder par un tiers aux prestations que le titulaire ne peut réaliser. Un état contradictoire des prestations déjà réalisées par le titulaire est signé entre les Parties au marché. Dans le cadre de la suspension du marché initial, le titulaire ne peut pas être sanctionné, ni se voir appliquer les pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée pour ce motif, après avoir démontré qu'il ne dispose pas des moyens suffisants ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Dans ce cas, l'exécution du marché de substitution ne sera pas effectuée à ses frais et risques. En contrepartie, le titulaire du marché initial suspendu ne pourra pas engager la responsabilité contractuelle du Pouvoir Adjudicateur pour la conclusion de ce marché de substitution. Le marché de substitution réalisé, un ordre de service de reprise des prestations est, le cas échéant, notifié par le Pouvoir Adjudicateur au titulaire du marché.

Le Pouvoir Adjudicateur paiera pour les prestations qui ont déjà été effectuées avant l'évènement de Force Majeure. En cas de reprise des prestations suite à un cas de Force Majeure, le délai d'exécution du Marché sera automatiquement prolongé jusqu'à une nouvelle date à convenir entre les Parties ou jusqu'à l'achèvement des prestations, selon le cas.

20. RESILIATION

En complément à l'article 28 du CCAG/FCS, la résiliation pour faute du titulaire se fera aux frais et risques de celui-ci. La décision de résiliation doit dans ce cas indiquer que le Pouvoir Adjudicateur fera procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché au frais et risques du titulaire.

La décision de résiliation, quelle qu'en soit le motif donne lieu à la notification d'un décompte de résiliation au titulaire du marché.

21. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

En dehors du cas de la résiliation pour faute du titulaire, le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché et que le titulaire ne peut effectuer, quand la prestation, par nature ne peut souffrir aucun retard.

22. REGLEMENT DES DIFFERENDS

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal administratif de Toulon

5 rue Racine

83000 TOULON

tél. : 04 94 42 79 30

greffe.ta-toulon@juradm.fr

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

23. ASSURANCES ET DIVERSES ATTESTATIONS

Le titulaire fournit à l'Ifremer à la signature du présent contrat et tous les six (6) mois, jusqu'à sa date d'expiration, les documents suivants :

- Justificatif d'inscription au registre professionnel ou équivalent ;
- Liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation ;
- Attestation de vigilance en cours de validité ;
- Attestation de régularité fiscale en cours de validité.

Dans le cas où cette justification n'aurait pas été produite avant la signature du marché, le titulaire (et le cas échéant ses sous-traitants) devra justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 et suivants du Code civil et au titre de la responsabilité décennale. Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

La nouvelle attestation d'assurance en cours de validité doit être transmise à l'Ifremer dès que celle transmise initialement est arrivée à sa date d'échéance.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire ces attestations, sur demande du pouvoir adjudicateur ou de son représentant et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

24. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

- L'article 1.5 déroge à l'article 3.8.2 du CCAG/FCS
- L'article 2 déroge à l'article 4.2 du CCAG/FCS
- L'article 6.2 déroge aux articles 3.7.2 et 3.8.3 du CCAG/FCS
- L'article 8.2 complète l'article 10.1.3 du CCAG/FCS
- L'article 11 déroge aux articles 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG/FCS
- L'article 13.1 complète l'article 29 du CCAG/FCS
- L'article 21 complète l'article 38 du CCAG/FCS